La délivrance de la grosse, de l'expédition ou de l'extrait du Procès-verbal de conciliation ou de la sentence arbitrale est soumise, outre le coût du rôle, à un droit de greffe dont le montant est fixé par le règlement d'application.

TITRE V

Ressources — Emplois

Art. 40 —

40-1. Les ressources de la cour d'arbitrage sont constituées par le produit de ses activités, les dons et legs.

40-2. Les droits prévus à l'article 39 de la présente loi et tous autres droits et taxes afférents aux Procès-verbaux de conciliation et sentence arbitrale sont perçus par la Cour d'arbitrage et affectés à la couverture de ses frais généraux.

Art. 41 — Le Conseil fixe les indemnités à verser au Président de la Cour et aux autres membres du Conseil.

Art. 42 — Le Conseil établit pour chaque exercice un budget de fonctionnement.

TITRE VI

Règlement d'application

Art. 43 — Le Conseil élabore un règlement d'application fixant les dispositions de mise en œuvre de la présente loi, notamment celles ayant trait :

- aux points visés aux articles 9, 10, 11, 38 et 39
- aux conditions et modalités de réunion et de prise de décision du Bureau du Conseil d'Administration
- à l'organisation et au fonctionnement du Secrétariat Général de la Cour d'arbitrage.

Le règlement d'application n'entrera en vigueur qu'après approbation par le Président de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo.

TITRE VII

Dispositions diverses

Art. 44 — Deux ou plusieurs personnes peuvent convenir de régler par arbitrage un litige né ou qui pourrait naître entre elles.

La clause d'arbitrage doit à peine de nullité, être stipulée par écrit soit dans une convention principale, soit par acte séparé.

Les entreprises publiques à caractère économique peuvent recourir à l'arbitrage.

Nul ne peut compromettre dans les matières relevant du Code de la Famille ou touchant l'ordre public.

Art. 45 — Tout débiteur qui effectue un paiement ou accomplit tout autre acte de disposition au mépris d'un concordat amiable d'une procédure de faillite ou de liquidation judiciaire, sera puni d'une peine de 1 à 3 ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 à 500 000 F CFA.

La personne qui aura commis les mêmes faits au nom d'une société ou en aura été complice, est passible des mêmes peines.

Elle sera en outre tenue de répondre personnellement du passif de la société bénéficiaire du concordat ou déclarée en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Art. 46 — Toute personne qui, ayant siégé dans une instance arbitrale, aura divulgué les avis échangés au cours de la délibération sera, outre la radiation, passible des peines prévues par l'article 176 du Code Pénal.

Art. 47 — Tout arbitre, conciliateur ou expert qui aura reçu des dons, sollicité ou accepté des promesses en vue de rendre une décision ou d'émettre une opinion favorable ou défavorable à une partie sera, outre la radiation, passible des peines prévues par l'article 208 du Code Pénal.

TITRE VIII

Dispositions transitoires finales

Art. 48 — La première réunion du Conseil est convoquée et présentée par le Président de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo.

Art. 49 — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente loi.

Art. 50 — La présente loi sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 28 novembre 1989

Général Gnassingbé EYADEMA

LOI N° 89-32 du 30 novembre 1989 complétant les articles 186, 252, 539 de la loi n° 83/22 du 30 décembre 1983 portant Code général des impôts.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté :

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — L'article 186 du code général des impôts est complété par un second alinéa ainsi libellé :

Sont exonérés de la taxe de main-morte pendant une période de 5 ans, les immeubles acquis par les établissements financiers agréés au Togo et les entreprises publiques à caractère économique sur réalisation par eux-mêmes soit d'une hypothèque, soit d'une dation en paiement soit d'une antichrèse et destinés à être revendus ou loués en vue du recouvrement de leurs créances.

Art. 2 — Le point 2 de l'article 251 du code général des impôts est complété comme suit :

Les immeubles acquis par les établissements financiers agréés au Togo ou par les entreprises publiques à caractère économique sur réalisation par eux-mêmes soit d'une hypothèque, soit d'une dation en paiement, soit d'une antichrèse, et destinés à être revendus ou loués en vue du recouvrement de leurs créances.

Art. 3 — L'article 539 du code général des impôts est complété comme suit :

B — Les actes d'acquisition d'immeubles par les établissements financiers agréés au Togo ou les entreprises publiques à caractère économique sur réalisation par eux-mêmes, soit d'une hypothèque, soit d'une dation en paiement, soit d'une antichrèse, lorsque ces immeubles sont destinés à être revendus ou loués en vue du recouvrement de leurs créances.

Art. 4 — La présente loi sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 30 novembre 1989

Général Gnassingbé EYADEMA

DECRETS

DECRET N° 89-179 du 28-12-89 complétant et modifiant le décret 82 - 50 du 15 mars 1982 portant code de procédure civile.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ;

Vu la constitution, spécialement les articles 15, 32 et 34 ;

Vu le décret n° 82-50 du 15 mars 1982 portant code de procédure civile ;

Le conseil des ministres entendu ;

DECRETE :

Article premier — L'article 67 du Code de Procédure Civile est complété comme suit :

« En matière personnelle, l'instance sera introduite devant le tribunal du domicile du défendeur ; s'il n'a pas de domicile, devant le tribunal de sa résidence ;

En matière réelle, devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux ;

En matière mixte, devant le tribunal de la situation ou devant le tribunal du domicile de la résidence du défendeur ;

En matière de société, tant qu'elle existe, devant le tribunal du lieu où elle est établie ;

Enfin, en cas d'élection de domicile pour l'exécution d'un acte, devant le tribunal du domicile élu, ou devant le tribunal du domicile réel du défendeur conformément à l'article 19 du Code des personnes et de la famille ».

Art. 2 — Le second alinéa de l'article 140 du Code de Procédure Civile est modifié comme suit :

« Dans tous les autres cas, l'exécution provisoire pourra être ordonnée, avec ou sans caution, si elle est demandée et seulement pour le cas d'urgence ou de péril en la demeure ».

Art. 3 — L'article 145 du Code de Procédure Civile est modifié comme suit :

« Le jugement doit être notifié à la requête de la partie la plus diligente, selon les modalités fixées au Titre III ci-dessus ».

Art. 4 — L'article 148 du Code de Procédure Civile est modifié comme suit :

« Si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais par lui impartis, le Juge statue par jugement contradictoire au vu des éléments dont il dispose.

Le défendeur peut cependant demander au Juge de déclarer la citation caduque et l'instance périmée lorsque le demandeur ajourne l'instance sans motif valable pendant 2 ans ou lorsque l'affaire a été renvoyée au rôle général depuis trois ans ».

Art. 5 — Le premier alinéa de l'article 166 du Code de Procédure Civile est modifié comme suit :

« Les délais de recours partent de la notification prescrite à l'article 143 ».

Art. 6 — L'article 358 du Code de Procédure Civile est complété comme suit :

« Au cas où l'immeuble n'est pas immatriculé au Livre foncier, le créancier se fait délivrer par un Notaire ou le Préfet du lieu de sa situation, après enquête, un certificat attestant qu'il est la propriété du débiteur ».

Art. 7 — L'article 360 du Code de Procédure Civile est modifié comme suit :

« Si le propriétaire de l'immeuble ne peut pas être atteint par les notifications d'actes, ou s'il est décédé sans que ses héritiers aient désigné un administrateur de sa succession, la procédure de saisie immobilière est poursuivie contre un administrateur dudit immeuble nommé par le Juge de l'exécution sur requête du créancier.

L'administrateur représente le débiteur ou ses héritiers dans toutes les phases de la procédure. Il a le pouvoir de faire les actes conservatoires et de pure administration. Il recueille éventuellement le solde des biens vendus et le consigne au nom du débiteur ou de ses ayants droits au Trésor.

Les honoraires et débours de l'administrateur sont taxés par le juge de l'exécution et prélevés sur le produit de la vente.

Les fonctions de l'administrateur judiciaire cessent si le débiteur se manifeste ou si un administrateur des biens de la succession est désigné ».

Art. 8 — Dans l'article 369, les passages « un Notaire » ou « le Notaire » sont remplacés par les mots :

— « Un Notaire ou un Huissier »

— « Le Notaire ou l'Huissier ».

Art. 9 — Le libellé de l'article 370 du Code de Procédure Civile est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Notaire ou l'Huissier fixe la date et le lieu de la vente.

Celle-ci ne peut avoir lieu dans les 30 jours suivant l'accomplissement des formalités de publicité.